

A la porte le gouvernement de la guerre en Afrique du Nord

(Suite de la première page)

La direction du P.S. se livre bien à quelques protestations verbales. D. Mayer demande au Gouvernement de s'expliquer devant la Commission des Affaires Etrangères (ils n'ont pas demandé comme en 1953 la convocation du Parlement), en spécifiant que le législatif n'empièterait pas sur l'exécutif ! La direction socialiste ne voit dans la situation présente qu'un moyen d'augmenter ses suffrages aux prochaines élections, et craint toute action, dans laquelle elle pourrait être débordée par la direction communiste, qui elle-même pourrait ne plus être maître des mouvements de masse.

La direction socialiste est, évidemment, fidèle à ses traditions. Mais les ouvriers doivent être bien surpris de l'attitude de la direction du P.C., attitude qui est en général très complexe. Depuis des mois, c'est le silence. Ce sont des Courtade qui remplissent les colonnes de L'Humanité, un Servin qui appelle au recrutement au moment où les cellules sont moins fréquentées. Mais rien de Thorez plongé dans des travaux « théoriques » sur la paupérisation ; rien de Duclos. A quoi est dû ce silence ? A l'esprit de Genève, au désarroi qui sévit dans les hautes sphères stalinienne sur des questions importantes comme les relations avec la Ligue des communistes yougoslaves ou l'Internationale, après la déconfiture du Bureau d'informations ? Ou à des divergences à la fois sur ces questions et sur celles de la politique française à l'heure actuelle ? La démocratie ouvrière exigerait que la vérité soit dite aux militants communistes et aux ouvriers. Mais laissons pour le moment cette question, et revenons à la politique stalinienne actuelle.

La seule politique, à l'heure présente, que les militants ouvriers reçoivent de la direction stalinienne, c'est de tenir compte des niveaux différents dans la classe ouvrière, et d'agir comme faire se peut chacun dans son usine, et même chacun dans son équipe. Il est bien vrai que tous les ouvriers ne sont pas au même niveau ; il est bien vrai aussi que les mouvements qui se produisent actuellement, si isolés soient-ils les uns des autres, ne peuvent être vaincus, étant donné la conjoncture économique et l'état de l'impérialisme français. Les ouvriers arrachent partout quelque chose, mais la question essentielle n'est pas là.

Cette politique stalinienne est la négation même du parti révolutionnaire qui doit viser à élever les couches les plus arriérées au niveau des plus avancées et à la plus haute conscience politique. La politique actuelle du P.C. s'aligne non seulement sur les éléments plus arriérés, elle tend à semer le découragement parmi les plus combattifs.

Le malaise grandit dans les rangs des militants du P.C. et de la C.G.T. Ils voient une classe ouvrière combative, mais qui ne répond pas à la politique de leur parti et de leur centrale syndicale. Deux heures de grève, disent les directions ; nous voulons un mouvement d'ensemble, disent les ouvriers. Ce sont les ouvriers qui ont raison. Les militants doivent imposer à leurs organisations politiques et syndicales la politique qui unifiera les luttes et de ce fait suscitera l'enthousiasme et la combativité des travailleurs à un niveau plus élevé que jamais. Cette politique, elle n'a pas besoin d'être cherchée bien loin, elle est dictée par les événements avec une force extrême. La plus grande partie des ouvriers le comprennent, c'est la direction du P.C. et de la C.G.T. qui fait la sourde oreille.

Sur le plan des revendications immédiates, une hausse générale des salaires, la semaine de 40 heures, les trois semaines de congés payés.

Un arrêt des opérations militaires, la démobilisation des rappelés et des maintenus, la réduction du temps de service (comme cela a déjà été fait en Belgique et comme cela est exigé par le mouvement ouvrier anglais).

La reconnaissance des revendications des peuples colonisés.

Mais il ne peut seulement s'agir de revendications isolées les unes des autres. Le P.C. a fait au sujet de quelques-unes des propositions de front unique au P.S. ; mais il l'a fait de façon formelle, sans véritable campagne publique ; et surtout il n'a pas placé ces revendications dans un cadre général, dans celui d'une lutte d'ensemble menant à la grève générale, et à l'instauration d'un gouvernement de front unique P.C.-P.S. qui appliquerait un programme général de reconstruction économique et développerait une politique de paix envers tous les peuples, et en premier lieu envers les peuples colonisés d'Afrique du Nord, un programme qui entamerait la construction d'une société socialiste, seul moyen de mettre un terme à la décomposition grandissante.

Ce que disait MARTY sur le mouvement d'août 1953

La classe ouvrière constate qu'elle a été dupée dans les années de la Libération, car elle pensait que la Libération Nationale s'accompagnerait de la Libération Sociale ou, au moins, de pas sérieux vers elle. Aussi, reprend-elle sa lutte de classe, non seulement pour défendre par son action propre, ses conditions de vie, mais pour son émancipation totale.

Donc, la grève générale des P.T.T. et des cheminots, des transports et services publics commencée d'en bas, unanimement, pour la défense des conditions de vie, a pris, par la volonté de tous, un caractère révolutionnaire.

Nous approchons donc de la crise révolutionnaire ainsi définie par Lénine :

« Les classes dirigeantes ne peuvent plus gouverner comme par le passé ; les classes exploitées ne veulent plus continuer à vivre comme par le passé ».

Les dirigeants du parti socialiste se sont eux aussi, présentés en sauveurs... du gouvernement ; les députés Gazier et Depreux ont demandé la convocation de l'Assemblée Nationale pour noyer le poisson dans l'aquarium parlementaire ; mais, cette fois, la masse des socialistes a été, en général, à fond dans la lutte, de même, d'ailleurs, que les C.F.T.C. de base.

En ce qui concerne le P.C.F., ce qui a étonné, c'est la mollesse extraordinaire de sa direction à tous les échelons. Son attitude a été typiquement réformiste. « L'Humanité », durant trois semaines, n'a même pas appelé à la solidarité active malgré les moyens énormes du Parti (journaux quotidiens, municipalités, centaines d'élus, etc...).

« L'Humanité » n'a pas aidé les grévistes, ne fût-ce que par l'information précise de ce qui se passait ; c'est pour cela que son tirage est resté stationnaire (180.000 quand il y avait 4 millions de grévistes).

Au fur et à mesure du retour des congés payés, plus particulièrement dans la métallurgie parisienne une question dominait : c'est le moment d'agir. Or, la situation était favorable aux travailleurs.

Mais, pour que les travailleurs de la métallurgie parisienne s'ébranlent au retour des congés, c'est-à-dire avec le portefeuille vide, il eût fallu leur prouver que le moment était venu d'agir tous ensemble, et il eût fallu prendre toutes les dispositions pour assurer le succès, y compris, naturellement, la constitution d'une large direction et d'un fonds de grève, rien ne fut fait. Pourquoi ?

A la suite des violentes critiques portées dans les ateliers contre la direction du Parti communiste, une discussion a été imposée au sein des organisations du P.C. de Renault (dont le dirigeant était Armanet, du Comité central, un de mes instructeurs). Au cours de cette discussion, la majorité des membres du Parti communiste de chez Renault a soutenu : « Nous n'avons pas été à la hauteur des circonstances ; il dépendait de nous de déclencher les mouvements dans les ateliers, profitant de ce que le Gouvernement était saisi à la gorge par les postiers et les cheminots ». Pourquoi cela n'a-t-il pas été fait ? Parce que la direction de la Seine (Guyot-Voguet) et le secrétariat du Parti (Duclos, Lecœur, Fajon) ont freiné.

Parbleu ! Soutenir et élargir la grève générale eût gêné et même empêché la formation avec Daladier, Palewski, Soustelle et autres gaullistes, de ce « Front National Uni » décidé le 2 septembre 1952 en même temps que Tillon et moi étions mis en accusation. Voilà ceux qui parlent de trahison.

...s'applique aussi à août-septembre 1955

Un programme composé par ces quelques revendications générales ; une campagne pour le front unique du P.C. et du P.S., en vue d'arracher ces revendications par une lutte d'ensemble allant jusqu'à la grève générale ; la perspective d'un gouvernement de front unique P.C.-P.S., il ne faudrait pas de longues explications pour stimuler la combativité des masses, pour bousculer les résistances de la direction socialiste, et pour remplacer rapidement l'atmosphère putréfiée d'aujourd'hui par un enthousiasme, une ardeur, une véritable espérance devant lesquels rien ne pourrait s'opposer.